

trajectoires.

Le magazine de l'EJT

ÉDITION DE MAI 2021

AU BAL... MASQUÉ

DOSSIER PAGE 12

Élections
régionales

Biden : 100
jours après

Toncé, au
nom du graff

L'ÉDITO

Le sens de la fête

Ainsi donc, le 30 juin, nous pourrons enfin sortir quand la nuit viendra. Et ça, où l'on veut, quand on veut, avec qui on veut. Plus besoin d'attestation justifiant d'une quelconque raison, ni de longer les voitures en redoutant la rencontre fortuite des sirènes bleues. Rien n'est pourtant fini. Les contaminations se comptent par milliers chaque jour et les morts par centaines. Mais ne nous plaignons pas, certains nous accuseraient d'être des empêcheurs de tourner en rond. Et tourner en rond, c'est justement ce qu'on veut. Danser, se balader, se rencontrer, s'attabler en terrasse, vivre en somme. Depuis un an, on vivote. On se souvient avec nostalgie du dernier concert, de la dernière pression et surtout de l'insouciance légère des soirées futiles. Même si les fêtes sont proscrites, beaucoup de jeunes sortent, s'amuse jusqu'à la réprimande parfois et le risque est dans toutes les têtes. « Et si je l'ai ? Et si mon pote l'a ? » Des « si » soucieux que l'on veut oublier au plus vite. Pour enfin retrouver le sens de la fête.

Adrien Bacon



Directeur de publication : *Pierre Ginabat*

Directrice de rédaction : *Virginie Peytavi*

Rédacteurs en chef : *Adrien Bacon et Marie Maison*

Chefs de rubrique : *Alexis Bourdon, Clément Cressiot, Léa Delaplace, Lucie Lefebvre, Louis Madelaine, Rémi Surrans*

Secrétaires de rédaction : *Anaïs Audureau, Agathe Crunchant, Thomas Graindorge, Valentin Larquier, Raphaëlle Lavefve, Cyrielle Le Houëzec, Kylian Prevost, Claire Sicard*

Responsable photographie : *Tanguy Papin*

Félicitations à Francesca qui a accueilli la petite Anita le 24 avril 2021.



LE SOMMAIRE

4

Toulouse

La galère des sous-locations
Une aide aux jeunes mères

6

Région

Dossier élections régionales
La LGV enfin lancée

12

Dossier

Les fêtes sauvages
Un an de fermeture pour les discothèques
Le report des mariages

22

International

L'Inde sous asphyxie
Les 100 jours de Biden

26

Sport

Le Stade toulousain en quête d'histoire
Interview d'un champion de Padel

28

Portrait

Toncé : graffeur dans l'âme

Sous-locations : un casse-tête étudiant

Proposer ou rechercher une sous-location pour l'été n'est pas toujours évident, surtout quand cette dernière n'est pas déclarée. Si les offres ne manquent pas en cette période, les étudiants doivent se montrer patients et éviter les arnaques.

Vacances, stage ou travail saisonnier: les raisons qui poussent les étudiants à quitter leur logement pour une courte durée sont variées. Première ville étudiante de France en matière d'attractivité, Toulouse a une seule ombre à son tableau : le montant des loyers. Ces derniers sont assez élevés et il faut compter en moyenne 460 euros pour un studio. De quoi donner l'envie à certains de sous-louer discrètement leur bien durant l'été. Mais cette solution n'est pas sans risque et peut parfois virer au casse-tête. Étudiant à l'étranger, Geoffrey recherche une sous-location à Toulouse pour sa saison d'été. Celui qui dispose d'un « petit budget » préfère « s'arranger à l'amiable avec le locataire ». Depuis plusieurs semaines, il multiplie les annonces sur l'un des principaux groupes Facebook dédiés à cette recherche. Un outil « utile » mais qui demande « beaucoup de temps pour faire le tri ». Rien d'étonnant selon Marion Ianotto, l'administratrice du groupe, qui fait état d'un « pic de publications en cette période ».

« Il y a toujours du tri à faire »

Sur les réseaux sociaux, les offres ne manquent pas et certaines apparaissent plus sérieuses que d'autres. Créé en 2014, le groupe de Marion Ianotto comptabilise aujourd'hui plus de 37 000 membres. « Il y a toujours du tri à faire parmi les profils et les annonces publiées » déclare celle qui s'y attèle quotidiennement. Geoffrey constate en effet que les réponses reçues ne correspondent pas toujours à ses attentes.



Un étudiant seul dans sa chambre. ©AFP

« Il y a parfois des profils suspects ou assez insistants et j'essaie de ne pas perdre mon temps avec ces gens-là. » La majorité des publications concernent des sous-locations de courte durée. « Si certaines précisent que le propriétaire a été consulté, ce n'est pas le cas de toutes » rappelle Marion. Cette pratique légalement encadrée doit être déclarée mais certains arrangements s'effectuent parfois sans l'accord du propriétaire et dans l'ombre des agences immobilières. Interrogées à ce sujet, deux agences toulousaines déclarent « ne pas recevoir de demandes d'autorisation ». Des demandes qu'elles « refuseraient de toute façon » car la sous-location serait selon elles « interdite ». Un accord écrit du bailleur l'autorise toutefois mais sans celui-ci, le locataire s'expose à des sanctions.

« Il faut rester discret »

Martin a décidé de courir le risque. Absent cet été, il cherche à sous-louer son studio et n'a pas demandé l'autorisation de son propriétaire, qu'il sait « réticent ». Difficile dans ces conditions de multiplier les annonces sur Internet car « il faut rester discret avec les sous-locations non déclarées ». Dans l'attente de trouver un « profil fiable », il continue ses recherches « assez stressantes car le temps presse ». De son côté, Carlota vient de sous-louer un appartement. Un arrangement que l'avocate assume : « Ce n'est pas très légal mais c'est assez pratique pour une courte durée. » Dans cette quête, « j'ai l'impression qu'ils sont beaucoup à trouver leur bonheur » conclut Marion Ianotto.

Lucas Rojouan

Elles soulagent le **post-partum**

Blandine et Émilie lancent leur activité de traiteur à domicile pour les mamans qui viennent de donner naissance. Leur entreprise ? Curcumamas, d'après l'épice reine de la cuisine ayurvédique.



Curcumamas teste ses dernières recettes avant le lancement officiel. ©Tanguy Papin

« Tu l'as laissée où, la bouilloire ? » demande Blandine, tablier blanc autour de la taille et fichu bleu sur la tête. Émilie, foulard à pois rassemblant ses mèches brunes, lui tend l'ustensile. Les deux Toulousaines sont traiteurs post-partum. Elles livrent des repas bio, locaux et faits maison. Le tout répondant aux besoins nutritionnels maternels. Une semaine avant le lancement officiel, les deux amies de longue date expérimentent leurs dernières recettes. Au menu : un parmentier de lentilles aux champignons, des muffins chai à la farine de quinoa et un blondy aux pois chiches et framboises. « Nos recettes sont inspirées de notre cuisine quotidienne et de la cuisine ayurvédique qui apporte un vrai soin à la jeune mère. On la trouve dans les cultures indiennes et asiatiques. On puise aussi dans d'autres recettes qui nous servent de base et que l'on modifie » explique Blandine. Derrière elle, Émilie plonge sa main dans

un sachet de noisettes, achetées en vrac. « 100 % de bio, 95 % de local » assure-t-elle avant de les concasser.

Une cuisine solidaire

Elles sont fin prêtes. Après des mois de travail et un pré-lancement fructueux, les deux entrepreneuses démarrent officiellement leur activité le 11 mai. Avec déjà plusieurs commandes au compteur. « Nous avons aussi une livraison suspendue, ce sont des livraisons pour des femmes dans le besoin » explique Blandine. Une solidarité financée à hauteur d'un euro par commande. « Toutes les femmes ont le droit à un accompagnement pendant cette période » soulignent unanimement les deux Toulousaines.

À J-7, la cuisine de Curcumamas est en ébullition. Encore un peu de patience pour toutes les jeunes mamans avant une dégustation... à domicile.

Léa Delaplace

TOULOUSE EN BREF

Fermeture des berges

Non, les Toulousains ne retrouveront pas de sitôt les bords de Garonne, fermés suite au contexte sanitaire depuis le 28 février, et jusqu'au 18 mai inclus. La préfecture et la mairie s'accordent sur le risque de la présence de groupes sur ces berges.

Recruter via

Jobs & Chefs

Deux Toulousains lancent une plateforme de recrutement pour le secteur de la restauration. Jobs & Chefs a été créée par le jeune chef Clément Gallais et sa sœur Hélène. L'objectif ? Faciliter et anticiper l'embauche des métiers de bouche à l'approche de la réouverture le 18 mai.

Les livreurs Just Eat en CDI

Ils sont désormais en CDI. Les 120 livreurs de la plateforme de livraison de repas ont changé de statut, passant d'auto-entrepreneurs à salariés. Les contrats vont de 10 à 35 heures pour les nouveaux employés vêtus d'une parka orange.

Nouvelle mobilisation des sages-femmes

À l'occasion de la journée internationale des sages-femmes le 5 mai, les professionnels de Haute-Garonne se sont rassemblés place du Capitole. Partout en France, la profession revendique une revalorisation salariale. Chose non obtenue lors du Ségur de la santé, contrairement à de nombreuses autres professions médicales.

Les régionales, enjeu national

En pleine crise sanitaire, les élections régionales à venir sont marquées par un déficit d'intérêt. Mais ce scrutin pourrait être révélateur du paysage politique français qui se dessine à moins d'un an de l'élection présidentielle.

Les élections régionales : un scrutin qui passe au second plan pour les 45 millions de Français appelés aux urnes en cette période de crise sanitaire. Si le sursaut a été incontestable en 2015, avec un taux de participation à 58,53% au second tour (51,20% en 2010), cette année 2021 s'annonce timide. Le scrutin a déjà été reporté une fois, pour le moment maintenu les 20 et 27 juin prochains, et les citoyens ne semblent pas s'intéresser à une élection dont ils perçoivent mal les enjeux. « *Au-delà de se déplacer au bureau de vote, c'est aussi le manque d'envie de se renseigner sur le sujet* » déplore la chercheuse en sociologie électorale Christine Fauvelle-Aymar. Selon un sondage Viavoice, réalisé en mars dernier, seule une personne interrogée sur deux déclare être certaine d'aller voter. Pire, moins d'un quart d'entre elles estiment connaître la teneur des programmes des candidats. Pour la chercheuse, « *c'est dû au manque de proximité des citoyens à la Région, et au plus maigre intérêt porté aux scrutins de listes* ». La faible popularité du personnel politique au niveau régional est flagrante, alors même que dans certaines listes se trouvent de potentiels candidats à l'élection présidentielle.

Les régionales, une primaire déguisée de la présidentielle ?

Si l'échéance électorale est touchée par un risque de forte abstention lié aux contraintes sanitaires, les différents partis saisissent l'importance du scrutin, occasion phare de signifier leur opposition à la majorité. Les 20 et 27 juin prochains ne seront pas décisifs pour la présidentielle de 2022, mais ils en donneront malgré tout les clés. De cette façon, la droite des Républicains espère maintenir les positions de ses présidents sortants dans les huit régions déjà acquises, s'implanter dans les autres territoires, et éventuellement départager Laurent Wauquiez, (Auvergne-Rhône-



Les élections régionales approchent. ©AFP

Alpes), Valérie Pécresse (Île-de-France) et Xavier Bertrand (Hauts-de-France) à l'horizon des présidentielles. Le Rassemblement national compte parfaire sa crédibilité et tirer profit de la division de la droite pour asseoir son emprise : en Occitanie, Jean-Paul Garraud, ancien cadre LR est au coude-à-coude avec la présidente sortante PS Carole Delga dans une élection à couteaux tirés. Du côté de La République en marche, le défi est de taille : s'ancrer localement malgré un manque de reconnaissance de ses personnalités en tête de liste. Éric Dupond-Moretti s'est d'ailleurs lancé dans la bataille dans les Hauts-de-France

en se joignant à la liste de Laurent Pietraszewski. Sans compter que les municipales de l'année dernière ont déjà donné un aperçu du manque de popularité du parti présidentiel. Quant aux partis de la gauche, sauront-ils s'unifier pour s'imposer ?

Louise Fretet et Chloé Sémat

“ Seule une personne sur deux déclare être certaine d'aller voter. ”

Carole Delga, l'espoir à gauche

Carole Delga dirige la région Occitanie depuis six ans. Candidate à sa réélection, elle doit toutefois se méfier de l'explosion de la gauche et des traces laissées par deux défis : la fusion des régions et la crise sanitaire.

Selon un sondage IFOP commandé par Les Républicains, Carole Delga serait en tête au premier tour avec 28%. Dans tous les cas de figure, elle l'emporterait au second tour. La présidente sortante pourrait donc être de nouveau à la tête d'une majorité, composée de colistiers du Parti communiste, d'écologistes dissidents et du mouvement Place publique. Malgré des tentatives d'alliance, Europe Écologie-Les Verts a refusé de se joindre à Carole Delga, en désaccord sur plusieurs projets comme la Ligne Grande Vitesse ou l'autoroute Toulouse-Castres. De son côté, La France insoumise marche seule à l'approche des élections présidentielles. En ajoutant la liste Lutte ouvrière, la gauche morcelée pourrait porter préjudice au score de la socialiste.

Un bilan contrasté

La présidente de la Région, en place depuis 2015, a mis l'accent sur l'économie et l'écologie. Si le taux de chômage, qui s'élève

à 9,4% de la population active, a baissé de 2,4% depuis 2015, il reste plus élevé que la moyenne nationale (8,1%). Une forte disparité subsiste entre une région toulousaine dynamique et un bassin méditerranéen créateur d'emplois mais en quantité insuffisante pour faire face à l'afflux de population. Au niveau économique, les investissements ont nettement augmenté, notamment pour soutenir les PME. L'aéronautique, principal employeur industriel de la région, a été amplement soutenu. À l'image du plan Ader de 200 millions d'euros, aidant également le secteur spatial, pour lequel 100 millions supplémentaires ont été déboursés. Mais pour répondre à la crise sanitaire, la Région a augmenté sa dette de 60% en cinq ans. Le Pacte Vert représente l'action écologique principale de la Région, avec un accent mis sur le développement de l'éolien flottant et l'hydrogène vert, à l'horizon 2040. D'ici 2050, la région a pour ambition de devenir « territoire à énergie positive ».

Louis Madelaine



Carole Delga brigue un second mandat en Occitanie. ©AFP

LA PAROLE AUX OPPOSANTS

Jean-Paul Garraud,
candidat RN



J.P. Garraud ©AFP

« Aujourd'hui Mme Delga cherche à se démarquer du pouvoir en place mais la réalité c'est

qu'elle est une socialiste hollandiste qui est fondamentalement ancrée sur des positions que les français ne veulent plus. »

Guillaume Cros, colistier
d'Antoine Maurice pour
Naturellement Occitanie



G. Cros ©Denis

« On ne peut pas vouloir une région à énergie positive et continuer à défendre des projets du

siècle dernier : une autoroute entre Castres et Toulouse, financer les sports mécaniques et l'agriculture industrielle... Nous ne sommes pas contre la LGV, mais si on fait le bilan environnemental, financier, social... On se dit que c'est une folie. »

Vincent Terrail-Novès,
candidat soutenu par
LREM



V. Terrail-Novès
©Louis Madelaine

« Carole Delga s'est bien imprégnée de la fonction de présidente de Région. Elle a voulu faire

beaucoup, trop peut-être et sans précision. La population ne retient pas d'idées fortes et il n'y a pas eu de nette évolution depuis 2015. »

Aurélien Pradié :

« une autre alternative »

Lundi 3 mai, Aurélien Pradié, candidat LR aux élections régionales d'Occitanie, présentait sa liste pour la Haute-Garonne, à Toulouse. À cette occasion, l'actuel député du Lot revient sur la bataille qui l'attend face à ses adversaires.

L'Occitanie est un bastion historique du Parti socialiste. Qu'est-ce qui vous fait penser que la région est prête à changer de bord politique ?

Je me suis lancé dans cette aventure car voilà près d'un quart de siècle que cette région est gérée par les mêmes. Une forme de monopole socialiste fait d'alliances contre nature. Mais l'alternative qui s'installe est celle du Rassemblement national ; je la refuse tout autant. J'ai vu leurs élus en venir aux mains dans l'hémicycle du conseil régional, faire honte à leur mandat. L'idée que cette région ne nous laisse le choix qu'entre ces deux options m'obligeait, par devoir, à proposer une autre alternative : celle de la droite et du centre.

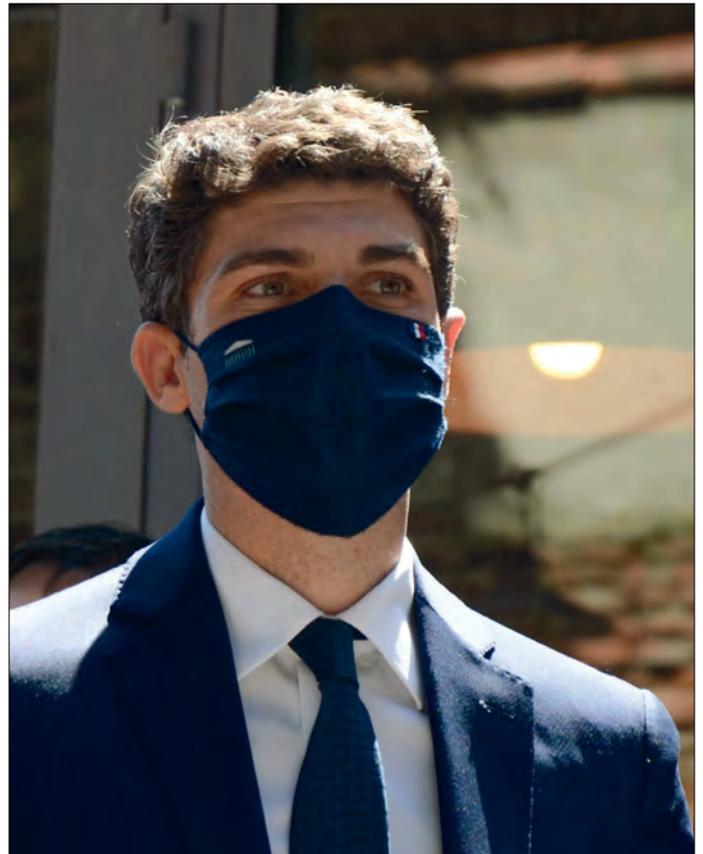
Les deux options dont vous parlez sont pourtant loin devant dans les sondages. Ne pas envisager d'alliance LR-LREM, comme l'a fait Renaud Muselier en PACA, n'est-ce pas laisser le champ libre à l'extrême-droite ?

La meilleure manière de faire monter les extrêmes, c'est de trahir nos convictions, cela ne fait qu'exaspérer les électeurs. Je dis clairement que je défendrai mes convictions jusqu'au bout. Je pense que c'est la meilleure façon de se comporter, y compris pour que le RN ne soit pas en tête au premier tour.

L'industrie aéronautique, une des premières employeuses en Occitanie, subit de plein fouet la crise actuelle. Comment comptez-vous accompagner la relance de l'aéronautique et du secteur industriel général ?

D'abord, la bonne manière d'accompagner l'aéronautique, c'est d'en être fier. Quand j'entends les écologistes politiques nous expliquer que les enfants ne doivent plus rêver d'avion, je me dis que c'est par là que commence la dégradation de la filière. Je ne cautionnerai jamais un accord avec les écologistes intégristes comme Carole Delga va le faire. Cela affaiblira, qu'on le veuille ou non, le secteur de l'aéronautique. Dans un deuxième temps, il va falloir se doter de véritables outils d'interventions économiques. Je vais proposer qu'un fonds souverain régional soit créé. Il permettra notamment de monter au capital de certaines entreprises afin de s'assurer que les compétences ne quittent pas l'aéronautique. La Région doit investir dans un plan de formation et de soutien au savoir-faire humain.

“ La meilleure manière de faire monter les extrêmes, c'est de trahir nos convictions ”



Aurélien Pradié présente sa liste pour la Haute-Garonne. ©Victor Gauquelin

Les écologistes que vous surnommez « intégristes » résonnent pourtant de plus en plus auprès d'une population qui s'inquiète du changement climatique...

Les intégristes dont je parle ne sont pas des écologistes mais des militants politiques qui se préoccupent de faire cesser le Tour de France, de retirer les sapins de Noël et de supprimer la viande dans nos cantines. Tout ça n'a rien à voir avec l'environnement. Les vrais sujets sont la manière dont on protège nos cultures d'épisodes climatiques de plus en plus violents, dont on décarbone progressivement nos consommations. C'est par exemple la raison pour laquelle je crois au nucléaire et pas à l'éolien, qui sacrifie sols, paysages et perturbe le milieu naturel de tout un écosystème. Lorsque je m'oppose au développement de toutes les éoliennes dans notre région, je prends une vraie position écologiste, pas de façade.

Victor Gauquelin

L'Occitanie convoitée par l'extrême droite

Jean-Paul Garraud affiche ses ambitions à l'aube du scrutin régional : la victoire ou rien. Le parti de Marine Le Pen cherche à surfer sur la vague des bons résultats des élections européennes et municipales. Résultats qui le placent comme la seule alternative crédible aux socialistes en Occitanie.



Jean-Paul Garraud est le candidat RN pour la présidence de l'Occitanie. ©AFP

La popularité du Rassemblement national croît un peu plus chaque jour et ne cesse de convaincre toujours plus d'électeurs. Selon un sondage IFOP commandé par les Républicains en mars dernier, Carole Delga (PS), candidate sortante postulant à sa propre succession, et Jean Paul Garraud (RN) sont donnés favoris. Originaires tous les deux de Martres-Tolosane, ils joueraient des coudes puisque le candidat RN récolterait 26 % des intentions de vote, soit deux points de moins que la candidate socialiste au premier tour. Dans tous les cas de figure, Carole Delga serait élue au second tour. Avec des bastions à Perpignan et à Béziers, la force politique d'extrême droite s'affiche comme le plus sérieux opposant à la présidente sortante. « *Je pense que nous sommes prêts pour gouverner, affirme le candidat Garraud. Que ce soit à gauche ou à droite, personne n'a apporté de réelles réponses. Tous les problèmes non réglés durant 40 ans nous explosent aujourd'hui à la figure.* »

Un rendez-vous régional décisif

Il ne sera pas simple d'aller déloger la présidente sortante. Surtout au vu de son bilan, comme le dit lui-même le député européen avec une pointe de sarcasme : « *Tout n'est pas à jeter dans le mandat de Madame Delga, heureusement d'ailleurs. Il y a forcément du positif lorsque l'on dispose d'un budget de trois milliards et demi d'euros.* » À en croire l'ancien élu de Gironde, cette élection ne peut se jouer qu'entre lui et la candidate sortante. « *Les autres candidats ne sont là que pour obtenir un poste auprès de Madame Delga et pour m'empêcher de gagner.* » En effet,

un doute subsiste quant à un possible front républicain contre le RN. « *Il y a beaucoup de scrutins qui sont faussés. Au second tour, ceux qui étaient alors des adversaires deviennent miraculeusement alliés. C'est totalement anti-démocratique et il me semble que les électeurs sont trompés.* » Les programmes semblent même passer au second plan. Dans l'ensemble les thèmes seront communs à tous : économie, sécurité, transport et emplois.

Enfin le bon moment ?

La traversée du désert fut longue et ponctuée de nombreux échecs depuis plus de quarante ans. Pourtant, il semblerait que le RN soit devenu une vraie force politique suffisamment structurée et cadrée pour prétendre à plus. Une chose est sûre, dans les rangs du RN, on cherche absolument à dédramatiser ce parti créé par Jean-Marie Le Pen. « *Avec Marine on ne va pas se replier sur nous-mêmes, à mettre des barbelés* » ironise Jean-Paul Garraud. Et si le RN progresse, c'est aussi parce que des hommes et des femmes venus principalement des Républicains crédibilisent et rassurent un électorat de droite. En témoigne le ralliement de Cédric Delapierre, secrétaire général du groupe UEDC (LR et UDI) au conseil régional d'Occitanie qui rejoint la liste du candidat Garraud à la surprise générale. Et alors que l'érosion de la droite traditionnelle favorise un ralliement à La République en Marche (LREM), le parti de Marine Le Pen peut également se frotter les mains.

Alexis Bourdon

L'INFO DES TRAINS
EN OCCITANIEDe l'hydrogène vert avant
2030

Plus de 93 millions d'euros ont déjà été engagés par la Région Occitanie dans le cadre de son Plan Hydrogène Vert lancé en 2019. Doté de 150 millions d'euros au total sur la période 2019-2030, il a pour objectif de générer un milliard d'euros d'investissement à terme. Trois rames de trains à hydrogène seront livrées en 2025 par le groupe Alstom dont le site de construction est situé à Tarbes.

Railcoop, pour des
voyages moins polluants

Depuis 2019, la société lotoise d'intérêt collectif redonne vie aux vieux trains et aux lignes ferroviaires délaissées. Son objectif : faire du train un moyen de transport économe en CO2. Un autre projet se dessine à l'horizon juin 2022 : relancer la ligne transversale Bordeaux-Lyon abandonnée en 2014 par la SNCF.

Des trains gratuits pour
les jeunes

L'Occitanie a lancé une expérimentation unique en France : 2000 jeunes dont l'âge est compris entre 18 et 26 ans ont été tirés au sort pour voyager gratuitement depuis le 3 avril sur les TER, à condition de réaliser plusieurs allers-retours par mois. L'expérience sera généralisée à tous les jeunes de la région dès septembre. Les cinq premiers allers et retours sont à moitié prix, tous les trajets sont gratuits à partir du 6^e trajet. Un moyen, pour la Région, de poursuivre sa transition énergétique en incitant les jeunes générations à favoriser les déplacements

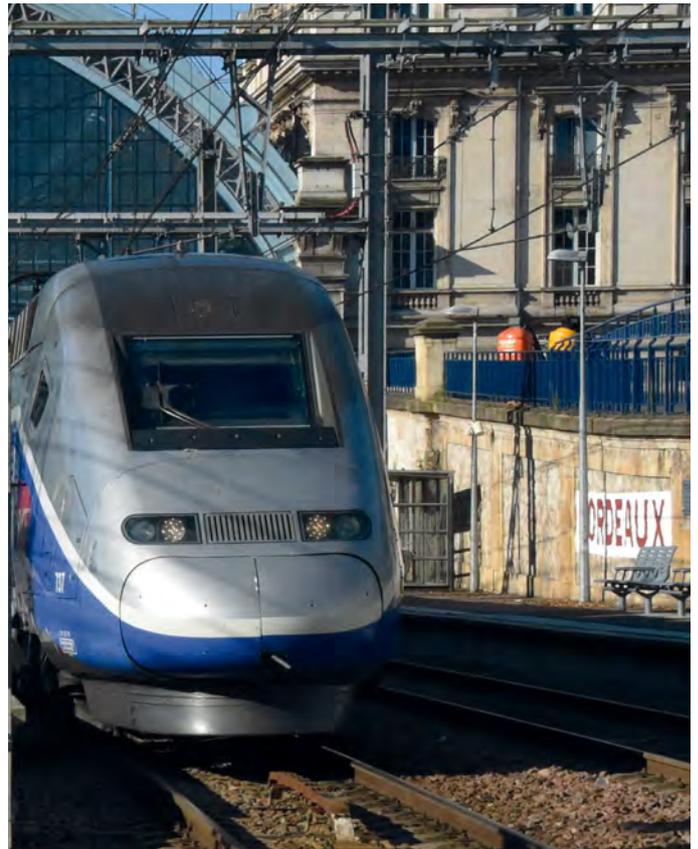
La LGV sur les rails

Un projet attendu. Après avoir tapé du poing sur la table, la présidente de la Région Occitanie et le maire de Toulouse ont obtenu gain de cause. La ligne à grande vitesse (LGV) entre Toulouse et Bordeaux verra bel et bien le jour en 2030.

Enclavée entre Pyrénées et Massif Central, entre Méditerranée et Atlantique, Toulouse est l'une des villes les moins bien reliées de France aux autres centres urbains. Grâce à la mise en service de la LGV Paris-Bordeaux en 2017, la ville rose est aujourd'hui à 4 heures 08 de la capitale. Avec, en 2030, la réalisation du tronçon Toulouse-Bordeaux, le trajet s'effectuera en 1 heure 10 selon la SNCF. Il faudra environ 3 heures 10 pour relier Paris à Toulouse. Ce projet de LGV permettra également la réalisation de deux nouvelles gares à Agen et Montauban afin de revitaliser la vallée de la Garonne. La présidente de la région Occitanie, Carole Delga, avait dénoncé une « *injustice territoriale* » après l'annonce du gouvernement du financement de la ligne à grande vitesse entre Marseille et Nice à hauteur d'1,4 milliard d'euros.

Création d'un RER
toulousain

Bien qu'opposés localement, Jean-Luc Moudenc, le maire de Toulouse et Carole Delga ont uni leurs forces pour lutter contre l'apogée d'une « *France à deux vitesses* ». Dans les faits, ce projet au coût total de 7,5 milliards d'euros parcourra plus de 220 kilomètres, dont



En 2030, les Toulousains pourront rejoindre Paris en 3 heures 10. ©AFP

167 concerneront de nouvelles voies. Dans le nord-toulousain, ce chantier ferroviaire donnera lieu à la création d'un RER, qui reliera la gare de Saint-Jory à la gare Matabiau. Benoît Lanusse, de l'association *Rallumons l'étoile*, salue une « *bataille gagnée* » vers la création d'un RER toulousain. « *Ce qui est important dans ce projet, ce sont les aménagements ferroviaires au nord de Toulouse, qui permettront l'arrivée du RER* » explique-t-il, peu satisfait par les annonces réalisées. Benoît

Lanusse précise désormais attendre davantage de visibilité sur le calendrier et les financements du projet. Le RER toulousain devrait arriver en 2030, sauf si le calendrier déraile.

Jordan Lasserre

3 heures 10 de trajet
220 kms de voies
7,5 milliards d'€
Fin du projet en **2030**

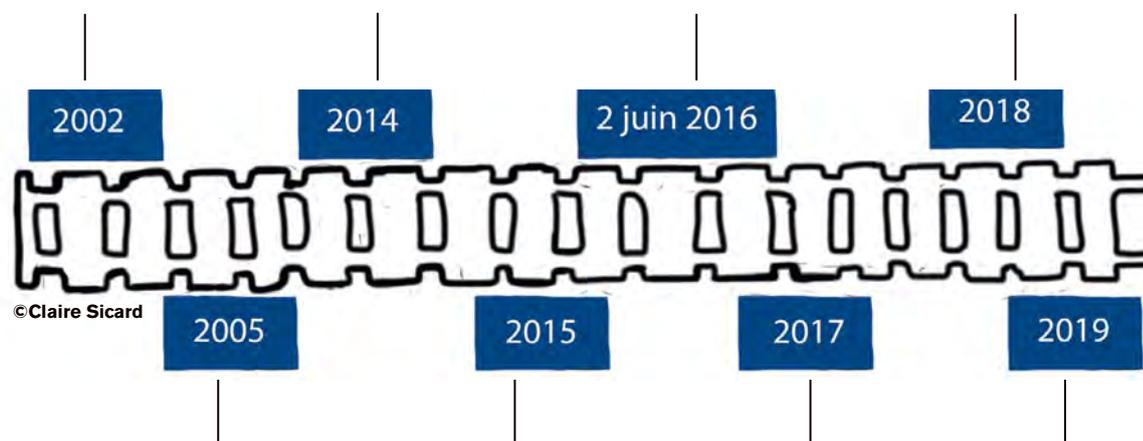
Un projet sur **20 ans**

Premières études sur la LGV Bordeaux-Toulouse.

Enquête publique ouverte.

Le GPSO est déclaré d'utilité publique (DUP).

Mise en place du projet envisagée pour 2027.



Débat public sur le désengorgement l'aéroport de Toulouse

Avis défavorable de la commission d'enquête publique : manque de rentabilité principalement

DUP annulée par le tribunal administratif de Bordeaux. Inauguration de la LGV Paris-Bordeaux

La loi d'orientation des mobilités donne un coup d'accélérateur au projet.

Ils en parlent...

Louise Fretet



Marius Bocquet, 21 ans, étudiant à Paris : « Je prendrai souvent cette LGV, au moins deux fois par mois, ma copine habite à Toulouse. Quatre heures, c'est déjà l'option la plus rapide étant donné que le trajet en Intercités dure plus de huit heures... Trois heures, ça me permettra de passer plus de temps à Toulouse. J'espère juste qu'on ne va pas nous faire payer cette nouveauté parce que je préfère prendre un train plus long qu'un billet plus cher. »

Sylvie Meliet, 44 ans, commerciale : « Je prenais l'avion mais je prendrai le train Toulouse-Paris quand la LGV sera en place. C'est beaucoup plus pratique de prendre le train et d'arriver directement à Montparnasse plutôt qu'à l'aéroport d'Orly qui est très excentré. Avec une heure de moins, ça va vraiment changer la donne. Je fais l'aller-retour très régulièrement parce que je travaille à la fois à Paris et à Toulouse et j'ai une garde d'enfants à la capitale. »



Sonia Provost, 57 ans, créatrice de la marque Bed&Philosophy : « J'habite dans le Tarn et ma société est basée à Toulouse, mais il m'arrive parfois de réaliser des allers-retours entre Toulouse et Paris pour des rendez-vous professionnels. Cela fait bien longtemps que je ne prends plus l'avion pour de tels trajets, donc bien évidemment je pourrais être intéressée par cette future ligne de TGV. C'est plus écologique que l'avion, et si c'est plus rentable pour les voyageurs, je l'utiliserai. »

Chloé Sémat



La fête est-elle vraiment finie ?

Les souvenirs des discothèques, des concerts, et des mariages jusqu'à l'aube s'estompent peu à peu.

Depuis le mois d'octobre, le couvre-feu s'impose à tous les Français.

Le 30 juin, la nuit retrouvera sa liberté, et la rue, sa gaieté rythmée par les fêtards et les couche-tard. Si certains n'ont pas attendu le feu vert pour renouer avec la fête, d'autres n'en peuvent plus d'attendre.



Teuf et Covid : la quête du lien social

Maximum six personnes. Cette restriction, en vigueur depuis huit mois, est bravée chaque semaine par l'éclosion de fêtes clandestines. De la *rave party* au bal organisé en cachette, ces soirées combattent la solitude. Le tout en oubliant, pour une nuit, les normes sanitaires.

Le chiffre est tombé en avril : 354 fêtes clandestines organisées depuis décembre, selon le ministère de l'Intérieur. Un bilan en deçà de la réalité, alors que la contamination en France entame une fragile décrue. Le week-end dernier, les forces de l'ordre ont mis fin à sept soirées avec plusieurs centaines de personnes. Une foule en hangars, parcs et appartements.

Noé* a opté pour une salle « avec un bon parquet de danse ». Toulousain de 27 ans, il a à ce jour organisé deux bals populaires, sans alcool. « La salle est utilisée "légalement" le resté du temps. On s'y glisse la nuit, et on nettoie le lendemain » décrit-il. Environ 70 personnes, de 16 à 76 ans, se rejoignent pour de la danse occitane ou bretonne. Des musiciens accompagnent. « On le fait pour retrouver une effervescence de groupe que l'on n'a pas eu depuis une bonne année. »

Danser au risque de se faire arrêter

Mélanie Sanzari, avocate, a défendu les organisateurs d'une fête sauvage à Lyon, le 30 mars. Pour elle, les 250 personnes, tassées sur les quais de Saône en pleine après-midi, témoignent du besoin de « retrouver un moment de normalité ». Elle assure : « Il n'y a aucune volonté politique. » Arguments non retenus par le juge. Les jeunes lyonnais ont écopé de trois mois de prison avec sursis et 300 euros d'amende.

Pour éviter le coup de massue judiciaire, des stratagèmes s'élaborent. Paul*, habitué des fêtes clandestines au nord de Toulouse – 80 personnes en appartements tous les mercredis, avec DJ et tireuses – explique : « Il y a une boucle WhatsApp, où est diffusé le code d'un cadenas, qui change chaque semaine. » Des précautions, mais pas de protocole sanitaire. Après les bals de Noé, les danseurs « s'isolent, ou font gaffe. On est tous responsables. » Même s'il se demande à quel point il est « déconnecté d'une réalité meurtrière ».

*Les prénoms ont été modifiés.

Victor Cariou

La mise en danger d'autrui, une peine pour l'exemple

Que l'on parle de la *rave party* de Lieuron, de la fête sauvage à Lyon, ou de la plupart des rassemblements clandestins, le parquet accuse d'un même ton les organisateurs : ils mettent en danger la vie d'autrui. Une charge néanmoins discutable juridiquement. Pour l'avocate Mélanie Sanzari, « les personnes venues aux fêtes se sont exposées elles-mêmes au danger. » Mettre en danger la vie d'autrui, c'est par exemple « rouler à 90 km/h dans une zone limitée à 30, à proximité d'une école » selon Me Sanzari. La motivation principale du parquet est de dissuader les fêtards clandestins par un risque pénal élevé : un an de prison et 15 000 euros d'amende. Peu probables, les condamnations sur ce motif existent néanmoins ; accompagnées généralement d'autres charges, comme la consommation de stupéfiants.



À Lyon, les quais sont bondés en dépit des restrictions sanitaires. ©AFP



TEUF *nom féminin*

Verlan d'une fête aux lendemains particulièrement éprouvants. Au départ simple fête, devenue véritable « tawa ». On y tape du pied. En fait, verlan de « feut », qui ne veut pas dire grand chose.

« L'isolement est de plus en plus lourd »

Hortense Tezier est psychologue au centre médico-psychologique de Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis). Elle revient sur les répercussions que peuvent avoir les fiestas et les rassemblements clandestins sur les jeunes.

Sur le long terme quels sont les risques du manque de vie sociale ?

Tous les professionnels alertent depuis longtemps sur les conséquences d'un tel isolement. La dépression et le mal-être des jeunes ne font qu'augmenter en psychiatrie.

On reçoit bien plus de demandes de jeunes en détresse. Ils sont comme prisonniers d'un cercle vicieux. Il va être difficile d'en sortir car les liens avec la vie normale sont coupés depuis plus d'une année.

Pensez-vous que les rassemblements clandestins ont un impact psychologique positif sur les individus ?

Oui car l'isolement est de plus en plus lourd pour cette génération. Ces fêtes sont donc positives d'un point de vue psychologique, ils permettent aux jeunes de s'évader. Pourtant, il faut évidemment tenir compte des répercussions sanitaires qui restent pour nous aussi la priorité.

Selon moi, il est primordial d'avoir conscience que ces regroupements concernent majoritairement des individus qui sont pour la plupart déjà dans des groupes d'amis. Ils n'attendent pas ce genre d'événement pour se rassembler et braver les interdits.

Souvent, les jeunes les plus isolés et donc les plus fragiles n'y participent pas. Ces soirées ne profitent pas forcément à ceux qui vont le plus mal.

Les jeunes que vous recevez participent-ils à ce genre de rassemblements ?

Non justement, puisque ce sont des jeunes qui sont isolés à la base et qui n'ont que peu, voire pas de vie sociale. Par conséquent, les personnes que je reçois n'ont même pas la possibilité d'y participer.

La plupart de mes patients ont des pathologies telles que des phobies de la maladie. Participer à ce genre d'évènements créerait chez eux beaucoup d'anxiété. Je pense que ces évènements sont utiles à court terme et soulagent des personnes qui pourraient finalement s'en passer.



Hortense Tezier dans son cabinet du CMP de Livry-Gargan. ©Hortense Tezier

Pensez-vous que les jeunes sont plus enclins à prendre des risques que les autres générations ? Notre rapport au risque a-t-il été modifié au fil de la pandémie ?

Oui il me semble que les jeunes sont plus enclins à prendre des risques que les autres générations. C'est à leur âge qu'on a la sociabilité la plus importante.

Les jeunes sont également moins touchés par les formes graves du Covid, donc il est plus difficile pour eux de se sentir concernés. Dans l'ensemble, leur rapport au risque a changé au cours de la pandémie. Au début une lourde charge pesait sur leurs épaules, ils devaient faire attention pour les autres.

Au fil du temps on constate évidemment un relâchement, notamment à travers les rassemblements clandestins.

Léna Mounier

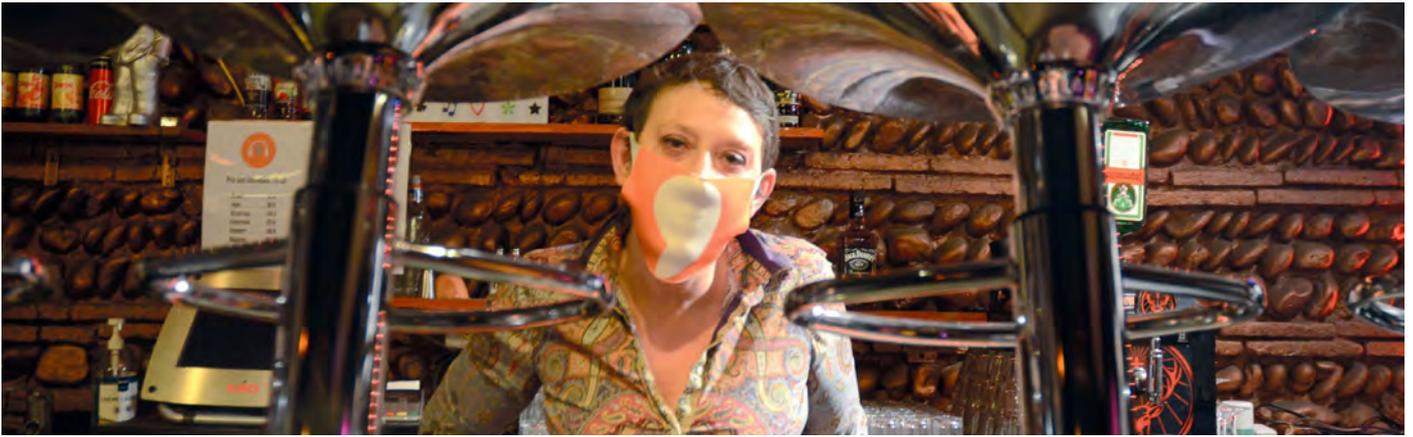


FIESTA *nom féminin*

Fête à laquelle on a ajouté un « a » pour la rendre plus exotique. N'a rien de spécialement espagnole pour autant, à part une mauvaise sangria. N'a aucun rapport avec la célèbre Ford non plus. Les pizzas y sont froides et molles. Les cotillons sont au sol trop tôt. La fiesta se veut pourtant être plus qu'une simple fête. La fiesta se la raconte.

Boîtes de nuit : une vie économique sur pause

Les rideaux de fer des 1 500 boîtes de nuit françaises sont baissés depuis mars 2020. Près de la gare Matabiau à Toulouse, l'after L'Autre ne fait pas exception.



Valérie Dupont, gérante de L'Autre, garde difficilement la tête hors de l'eau. ©Tanguy Papin

Les néons roses sont allumés mais le cœur n'est pas à la fête. Les noubas alcoolisées paraissent lointaines dans l'esprit de Valérie Dupont, gérante de L'Autre. Elle ne vient que rarement dans son after underground pour y prendre le courrier. Les mots griffonnés sur les vinyles accrochés au mur contrastent avec la tristesse du lieu vide : « Merci à L'Autre et sa folle équipe », « Ma maison toulousaine », « Love underground music ». La boule à facettes ne brille plus depuis mars 2020. Valérie Dupont, encaisse une crise économique sans pareille. La voix rocaillante de la quinquagénaire raconte : « On a eu des aides énormes, mais le prêt garanti par l'Etat (PGE) a été bouffé en septembre 2020. » La patronne tire sur sa cigarette entre deux mots tremblants : les pertes mensuelles sont de 15 000 à 40 000 euros. Son affaire survit grâce aux 10 000 euros qu'elle perçoit chaque mois : « L'aide fi-

nancière est extra, les entreprises privées sont presque nationalisées. » L'Autre subsiste mais comme les clients, les salariés ont déserté. Sur six salariés avant la crise sanitaire, Valérie Dupont n'en emploie qu'une seule désormais.

« La sueur et la promiscuité font peur »

D'après Valérie Dupont, « *Véran n'aime pas les boîtes de nuit* ». La fête n'est pas favorable aux gestes barrières. Pourtant, la gérante a dépensé 1 000 euros pour adapter le lieu. Des pastilles de distanciation physique recouvrent le parquet usé de la piste de danse. Dans le fumoir, une bâche orange rappelle de ne pas s'asseoir trop près. Quant au bar, des tabourets l'ornent désormais. Des mesures prises car « *la sueur et la promiscuité font peur* » selon Valérie Dupont. En septembre dernier, son after a rouvert pour six soirées. « *Le soir ce n'est pas mon ADN, moi j'ouvre à*

partir de 5 heures du matin » explique-t-elle. Les conditions d'une possible réouverture, comme avant, sont floues. Valérie Dupont comprend cette confusion : « *C'est normal, ça passera par un maximum de personnes vaccinées et des QR codes.* »

À L'Autre, le vigile à l'entrée devra contrôler les cartes d'identité, mais aussi les « covidés ». La patronne envisage deux schémas de réouverture : soit en septembre sans limites, soit en juillet avec des contraintes. La discothèque a une capacité de 115 personnes : « *Si la jauge est à 20%, on peut accueillir 23 personnes mais ce n'est pas rentable.* » Avec une jauge à 50%, elle pourrait envisager d'ouvrir cet été. Mais la gérante de L'Autre en a fini de se projeter, la frustration est bien trop grande. En attendant, Valérie Dupont s'est trouvé d'autres occupations : « *Je jardine ou je bulle.* »

Bérénice Del Tatto



NOUBA *nom féminin*

Désigne une occasion d'exhiber sa montre Flik Flak et de sortir son plus beau 501. On y danse sur Talk Talk et Tears for Fears. Au départ une musique jouée dans certaines régions arabo-andalouses. Dans les années 80', elle pouvait être « d'enfer », ou « sensas' ».

« La fête manque aux gens »

Franco Bucci est propriétaire du Beta Club, une discothèque toulousaine. Son établissement est fermé depuis mars 2020. Malgré une colère non dissimulée, il reste optimiste.

Dans votre métier, qu'est-ce qui vous manque le plus depuis le début de la crise sanitaire ?

C'est l'activité, la clientèle. Ce n'est même pas le plaisir de gagner de l'argent. Notre but principal, c'est d'apporter un divertissement. Le monde de la nuit, c'est magique.

Proposez-vous de nouvelles offres ?

Nous avons lancé la livraison de boissons à domicile, ça fonctionne bien. Si on livre de l'alcool la nuit, ce n'est pas parce que la personne qui commande va boire ses bouteilles toute seule chez elle, on le sait.

Selon vous, cette crise signe-t-elle la fin des discothèques ?

On ne peut pas priver la jeunesse du divertissement. Elle a besoin de s'épanouir. Quand les clubs vont rouvrir, ça va être plein. Les gens vont ressortir, c'est sûr et certain.

Pourquoi la fête manque autant aux gens ?

La fête manque autant aux gens parce qu'elle a une très grande place dans la culture française. Si ce n'était pas le cas il n'y aurait pas autant de fêtes sau-

vages ! Les Français aiment la vie nocturne, on ne peut pas leur interdire.

Quel regard portez-vous sur les fêtes clandestines ?

De toutes les fêtes clandestines, il y en a encore plein qui sont cachées. Mais moi je leur donne raison : il faut que la jeunesse vive. Je leur dis juste : il faudra se rappeler de ce que le gouvernement vous a fait en mai 2022, pendant les élections.

Lisa Girol dini

De DJ à agent immobilier

Alexandre Beuray, 24 ans, alias DJ Alex Sanders, est devenu agent immobilier en 2020. Loin de la java, il effectue des missions d'intérim pour tenter de joindre les deux bouts.

En quoi le Covid a affecté votre quotidien de DJ ?

On est devenu streamers par la force des choses. Même s'il y a eu ce mouvement de festivals virtuels, on a perdu ce contact humain avec le public. J'ai essayé de faire un autre métier. Avec ma licence de droit, je suis devenu agent immobilier durant une année et cela m'a assuré une certaine sécurité. J'ai des collègues DJ sans contrat qui ont dû retourner chez leurs parents, arrêter ce métier et démarrer une autre vie pour de bon.

Comment vous êtes-vous adapté face aux circonstances ?

Aujourd'hui, j'arrive à m'en sortir financièrement, mais c'est très compliqué. Il faut compter sur la générosité des gens. Je reçois plein de messages

de soutien et parfois de petits dons qui m'aident énormément. Il existe aussi des plateformes de soutien aux musiciens comme Leetchi ou Donation Alert.

Selon vous, les discothèques vont-elles rouvrir cette année ?

On est la dernière roue du carrosse dans le processus de déconfinement donc je n'y crois plus. En boîte, les personnes transpirent, mais l'air est dix fois mieux recyclé que sur un plateau télé. Il faut arrêter de maintenir les statu quo et trouver des solutions pour que les boîtes rouvrent. Plus on laisse les boîtes fermées, plus les fêtes clandestines se multiplieront.

Anaïs Escalona



Alexandre Beuray. ©DR

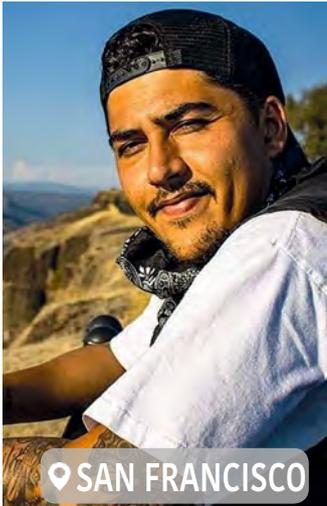


JAVA *nom féminin*

Du nom de l'île de Java, au centre de l'Indonésie, fête qui aime le flonflon à trois temps. Bringue où ça swingue. Soirée dansante d'un autre temps, d'une époque bénie où le président s'appelait René Coty.

Et à l'étranger, ça bamboche ?

À travers les continents, la culture de la fête diffère selon les pays et habitudes. De Melbourne à Bogota, ils partagent leurs expériences en ce temps de pandémie.



📍 SAN FRANCISCO

Dylan Brignon est étudiant. ©Dylan Brignon



📍 BERLIN

Depuis 3 ans, Mathilde Pointeau vit à Berlin. ©Mathilde Pointeau



📍 MELBOURNE

Alexandre Yep est professeur. ©Alexandre Yep



📍 BOGOTA

Javier Casilimas est ingénieur. ©Javier Casilimas

Dylan Brignon, 28 ans

« En Californie, ils ont fermé tous les bars et salles de fêtes. On a déplacé nos soirées d'intérieur dans les bois et les endroits souterrains. La pandémie ne m'a pas empêché de faire la fête tout l'été, parfois avec plus de 100 personnes. Je suis de nature désinvolte, mais j'ai senti que les fêtards se sont divisés et ont commencé à se juger. En Californie, nous avons subi les confinements les plus stricts du pays. Beaucoup de personnes d'habitude déraisonnables ont suivi les consignes et se sont isolées. Moi, je prévois d'aller au festival Burning Man cet été. »

Mathilde Pointeau, 25 ans

« Malgré la période, la vie festive reste plutôt fun à Berlin ! L'un de nos copains travaille dans un bar-restaurant qui fait de la vente à emporter. Certains soirs, il ouvre le bar dans l'arrière-salle et on y fait la fête entre habitués ! Les amendes sont salées donc on essaye de rester discret à ce sujet. On organise aussi des petites soirées dans nos appartements. C'est assez routinier mais ça reste sympa pour s'évader ! On joue parfois avec la légalité tout en restant prudents. »

Alexandre Yep, 25 ans

« En Australie, c'est un peu différent, nous commençons à festoyer à 18h. Depuis février, les bars et les discothèques sont ouverts et nous y allons sans crainte. On fait beaucoup de barbecues entre amis. Les gens sont plutôt détendus par rapport au virus. Depuis la fin du confinement en février dans l'État de Victoria, même si on prend un minimum de précaution, la vie tend à redevenir comme avant. Je suppose que c'est le cas pour beaucoup d'Australiens. Nous respirons enfin ! »

Javier Casilimas, 34 ans

« À Bogota, les bars sont ouverts avec des jauges. Depuis le début de la pandémie, je me retrouve seulement avec mes amis proches, mais jamais à plus de dix personnes. Je trouve égoïste et irresponsable de participer à de grandes soirées. Dans les zones urbaines au sud et à l'extérieur de la ville, les boîtes de nuit sont toujours restées en activité, portes fermées de l'extérieur. Là où la population est la plus défavorisée, les gérants corrompent les agents publics et personne ne peut se plaindre. »

Salomé Pineda, Lucas Rojouan, Alexis Bourdon, Marie Maison



BAMBOCHE *nom.féminin*

De la famille des mots un peu bêtés et ridicules en « oche ». Remis au goût du jour par le préfet du Centre-Val-de-Loire, ce mot nous dit deux choses. D'abord que Pierre Pouëssel a un sens de l'État plus développé que son sens de la fête. Mais aussi qu'en cette période pas poilante, on est prêt à s'accrocher à n'importe quel mot rigolo.

Ressusciter la fête avec la science ?

Après l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne, et l'Angleterre, c'est au tour de la France de réaliser ses concerts-tests. Fin mai, deux concerts devraient se tenir à Paris et à Marseille. Respectivement intitulés «*Ambition Live Again*» et «ANRS-CONCERT SAFE», ces projets doivent évaluer les risques d'infection au Covid-19 lors d'événements de ce type.

Le monde d'après reprend les rênes. Alors qu'un déconfinement en trois étapes se dessine en France, le projet de concerts-tests annoncé depuis janvier se concrétise. Si aucune date n'a été confirmée par les autorités pour le moment, le 29 mai est évoqué sur les communiqués de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) et de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Expériences déjà réalisées en Europe

La plus importante des expériences réalisées en Europe, à Barcelone, a rencontré un franc succès. Suite au concert du 27 mars, «*aucun signe de contagion*» n'a été détecté selon les organisateurs. Ou presque. Parmi les 5 000 spectateurs, six cas ont été détectés positifs, dont quatre infectés en dehors du concert, selon les résultats publiés la semaine dernière. À cette occasion, des conditions sanitaires strictes étaient déployées : masques FFP2, ventilation optimale, contrôle des lieux critiques. Ailleurs, à Amsterdam, Liverpool ou encore à Leipzig, des essais-pilotes similaires ont été réalisés sous plusieurs configurations : intérieur, extérieur, assis, debout, avec ou sans distanciation. Une règle commune : interdiction d'entrée aux personnes positives. Si chaque expérience répond à une question précise, ces dernières tendaient à évaluer sous quelles conditions les lieux de



Les concerts test arrivent en France après des expériences similaires en Europe. ©AFP

spectacles pourraient rouvrir sans devenir des clusters.

Les concerts, un sur-risque ?

La France souhaite soulever une nouvelle question. «*Sommes-nous plus exposés au SARS-CoV-2 lors d'un concert doté d'un protocole sanitaire strict que dans notre vie quotidienne ?*» interrogent les chercheurs de l'Inserm dans un communiqué publié le 30 avril. En d'autres termes, prenons-nous plus de risques en allant danser qu'en prenant le métro ? Pour cette étude «*au plus proche de la vie réelle*», l'AccordHotel Arena et le Dôme devraient être exemptés de

dépistage antigénique à l'entrée. À Paris, un groupe de 5 000 spectateurs assistera au concert debout tandis qu'un autre de 2 500 personnes restera à domicile. À Marseille, deux sessions assises avec distanciation spatiale devant un public de 1 250 étudiants de l'université Aix-Marseille se profilent. Les deux projets respectivement labélisés de «*priorité nationale*», attendent encore certaines autorisations réglementaires. En attendant le dénouement de ces expériences, il faudra prendre son mal en patience et se contenter de pince-fesses en petit comité.

Salomé Pineda



PINCE-FESSES *nom.masculin*

Réception mondaine où l'on y fait tout sauf se pincer les fesses. La mignardise de la fête. Malgré tout, un mot plutôt sophistiqué. L'inverse de la fête à Neu-Neu. Cocktails, verrines et petits-fours. Autant dire, peu de chances de se taper les fesses par terre.

Report des mariages: un agenda chargé

Depuis le début de la pandémie, de nombreux couples ont préféré reporter la date de leur mariage. Après un premier semestre 2021 marqué par le confinement, la vaccination sonne petit à petit la reprise des cérémonies pour l'été.

La robe est choisie depuis fin 2019. Jennifer Liouville compte bien être la plus belle le jour de son mariage, prévu le 22 août 2020. Mais en avril, au milieu du premier confinement, Jennifer et son compagnon Jean-Christophe décident de reporter la cérémonie d'un an. Ils ne se diront « oui » qu'en août 2021. Des convives qui dansent, qui se servent au buffet à volonté et qui s'embrassent : le protocole sanitaire semble peu s'adapter aux mariages. « Si on maintenait la date en pleine pandémie, on prenait le risque que la moitié des invités ne vienne pas » soulignent les futurs mariés. Une partie de leurs proches habitent à l'étranger : ils risquaient de ne pas pouvoir se rendre à la ribouldingue.

Cette situation, les clients de Lucile Léger, *wedding planner*, la connaissent aussi. « On attend le plus longtemps possible pour refixer une date, afin que les invités se sentent à l'aise par rapport à la situation sanitaire et confirment leur présence » souligne l'organisatrice de mariage. Cette dernière suit de près les annonces gouvernementales. D'après le dernier protocole, les lieux de réception pourront rouvrir le 19 mai et accueillir jusqu'à 35% de leur capacité, puis jusqu'à 50% le 9 juin, et enfin 100% à la fin du mois.

Adaptation et flexibilité

Avec une reprogrammation des cérémonies depuis plus de 14 mois, la *wedding planner* craint un « effet-bouchon » pour l'été 2021, mais aussi pour 2022. L'Union des professionnels solidaires de l'événementiel prévoit déjà environ 40 000 mariages en juin. « La pression monte pour les organisateurs, qui doivent s'occuper de la disponibilité de tous les prestataires » confie Lucile Léger. Fleuristes, DJ, traiteurs, photographes : il s'agit de croiser les programmes de chaque acteur, tout en assurant les services des mariages prévus et de ceux reportés depuis l'année précédente. Pour l'organisatrice, « les maîtres-mots de cette période sont la flexibilité et l'adaptation ». Une adaptation dont les futurs mariés doivent également faire preuve. « Dans l'événementiel, le mariage

n'est pas comme un séminaire d'entreprise » remarque-t-elle. « On est sur un projet important dans la vie d'un couple donc l'annulation ne leur vient pas à l'idée, mais après un, deux voire trois reports, certains fiancés sont épuisés. »

Marie Hollender



Les cartes *change the date* remplacent les traditionnelles *save the date*. ©Marie Hollender



RIBOULdingUE *nom, féminin*

Fête qui nécessite des perruques et une certaine maîtrise de la chenille. Peut également désigner un mariage en salle des fêtes où est organisé le jeu de la jarrettière. Souvent une mauvaise bamboche remplie de gens qui pensent que c'en est une bonne. On en entend parler pendant des années aux repas de famille. « Ah... sacrée ribouldingue ! »

Robes attendent mariées

Céline Ménard, styliste, a monté son entreprise de robes de mariée à Toulouse en 2017. Son calendrier, déjà chamboulé suite aux reports de mariages, est affecté par la fermeture des commerces.



L'activité de Céline Ménard est perturbée par les reports de noces.
©Tanguy Papin

Comment la crise sanitaire a-t-elle affecté votre activité ?

Avec le Covid-19, on perd un temps précieux, notamment sur la confection des robes. Elles sont prêtes à être essayées, mais on ne peut pas accueillir les clientes. Depuis le début du confinement, impossible de procéder aux essayages. J'ai encore des robes de 2020 sur mon portant, qui attendent toujours leurs heureuses propriétaires. D'un autre côté, j'ai un quart des mariages qui sont reportés sur l'année prochaine. Comme on a pris du retard, ce sont des robes qu'on a mises en *stand-by*, sur lesquelles on va devoir retravailler la saison prochaine. En effet, j'espère que les mariées n'auront pas trop perdu ou pris de poids. Ce genre de détails n'est pas prévu dans mes contrats, donc je ne sais pas trop comment ça va se passer. On navigue au jour le jour, c'est un peu anxieux.

Avez-vous pensé à mettre la clef sous la porte ?

Non, je me suis trop accrochée à cette entreprise. C'est inenvisageable de tout arrêter. Ce n'est pas facile, on va avoir de sérieux problèmes de trésorerie. Mais, ce qui est différent avec les robes de mariée, c'est que nous ne sommes pas

là le jour J. Donc même s'il y a des reports, c'est surtout contraignant de par la logistique de confection à l'atelier.

Ça ne nous bloque pas de changer de date. Une fois qu'une robe est signée, elle part chez sa mariée quoi qu'il arrive. On a moins de problèmes de trésorerie que d'autres prestataires. Notre seul souci, c'est qu'on vend moins. Avec l'ouverture du *showroom* en février 2020, mon entreprise devait faire un bond en avant. J'espérais faire doubler mon chiffre d'affaires alors qu'il a stagné.

Comment imaginez-vous la réouverture de votre showroom ?

J'ai un petit nuage de stress qui plane au-dessus de ma tête depuis trois semaines. Je sais que je vais en baver. Les délais de confection vont être très courts avec tous les mariages qui arrivent, en plus des mariages reportés de l'année dernière. La nouvelle collection se lance exactement au même moment. Ça va être le branle-bas de combat. On va devoir produire beaucoup de travail en très peu de temps du fait d'en avoir trop perdu.

Mathilde Gendron

LES MARIAGES EN CHIFFRES

2 annulations définitives

L'atelier Camus, créateur de faire-part, a dû imprimer de nombreuses cartes de changement de date. Un casse-tête pour reporter les noces et une organisation toujours à revoir amènent certains couples à annuler les noces.

40% de mariages en moins en 2021

Cette année, Hélène Fretet, la gérante du domaine de a choisi de ne pas prendre de nouveaux clients pour 2022. La raison : il faut laisser la place aux mariages reportés de 2020 et 2021. Pour elle, la réouverture de sa salle de réception se fera le 19 mai. Elle espère y recevoir ses futurs mariés jusqu'en automne. Le site accueille généralement 25 mariages par an.

12 prestations musicales

Un DJ toulousain qui a souhaité garder l'anonymat assure avoir l'habitude de faire une trentaine de mariages chaque année. Mais en 2021, moins de la moitié est prévue à l'agenda. Cette baisse est provoquée par les multiples reports, et surtout par l'incertitude des réouvertures.

10 repas en 2021

Le Covid-19 apporte son lot d'avantages pour Leyla, traiteur et pâtissière, spécialisée dans les mariages. Chaque année, à Toulouse, Leyla assure les repas pour huit noces. Cette année son quota est à la hausse. Certains traiteurs ont dû mettre la clef sous la porte. Les prestataires sont moins nombreux pour toujours autant de mariages prévus.

L'Inde sous assistance internationale

En Inde, près de 20 millions de personnes sont aujourd'hui contaminées par le Covid-19. Les hôpitaux sont saturés et l'oxygène manque. La France et l'Allemagne apportent leur aide au pays, pourtant performant dans l'industrie pharmaceutique.

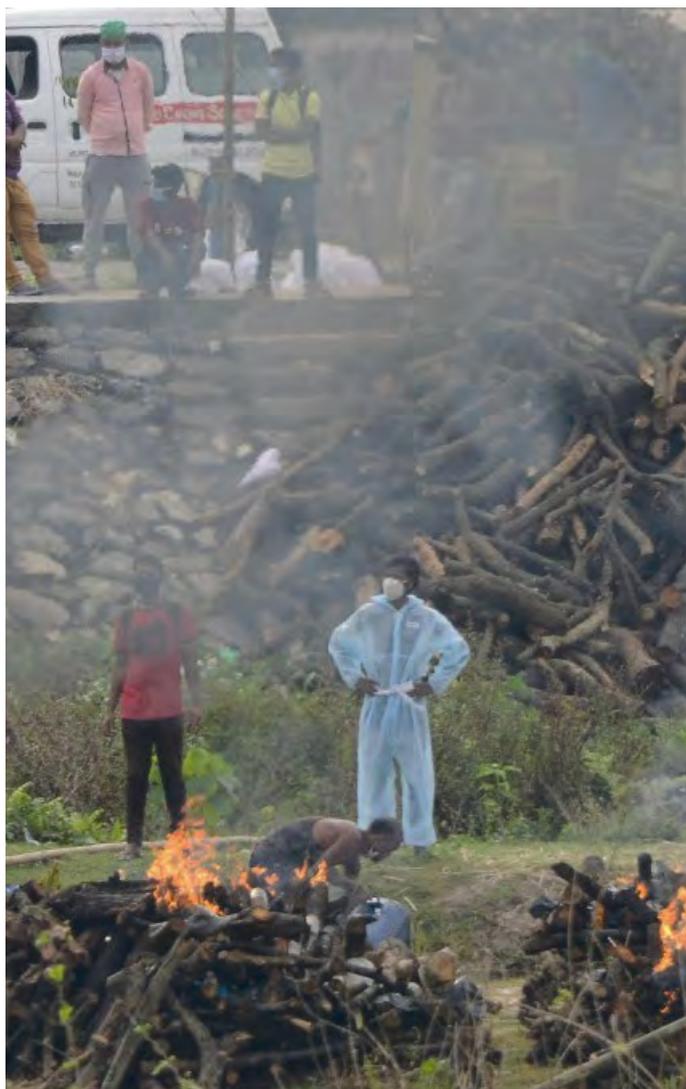
L'Inde fait face à la plus forte augmentation de contaminations depuis le début de l'épidémie. 370 000 nouveaux cas et plus de 3 400 décès ont été constatés en 24 heures samedi 1^{er} mai. Ces chiffres officiels sont même, selon de nombreux experts, largement sous-évalués. Les hôpitaux de New Delhi sont submergés et le matériel manque. Dans la capitale, le personnel soignant déplore des pénuries de lits, de médicaments et surtout d'oxygène.

Désormais, le bilan atteint plus de 219 000 morts et des cré-

matoriums à ciel ouvert ont été mis en place. Les scientifiques expliquent cette situation dramatique par l'apparition du variant indien il y a quelques semaines, sans être pour autant le seul responsable. Détecté pour l'instant dans 17 pays, dont la France, il est porteur d'une double mutation inédite et soulève encore des incertitudes sur sa contagiosité, sa dangerosité et sa résistance aux vaccins. Cependant, sa première apparition remonte au 5 octobre 2020 alors que la situation est devenue critique à partir du mois de mars. C'est justement à cette période que des rassemblements religieux et politiques ont réuni des millions de personnes à travers le pays. Même si le variant inquiète, le Premier ministre Narendra Modi a fait le choix de maintenir meetings et pèlerinages, après le confinement destructeur de l'économie l'année dernière. Un relâchement qui étouffe aujourd'hui le pays en manque d'oxygène et mal préparé à cette nouvelle vague.

L'aide occidentale en réponse à la détresse indienne

Samedi, le gouvernement a réagi en étendant la vaccination à l'ensemble de la population adulte indienne, soit plus de 600 millions de personnes. À New Delhi, le confinement qui devait être levé lundi a été prolongé jusqu'au 10 mai. La réponse internationale ne s'est pas fait attendre. La France a envoyé dimanche, un avion-cargo transportant 28 tonnes de matériel médical en direction de New Delhi. Selon l'Agence France-Presse, il contenait huit générateurs d'oxygène de grande capacité. L'Allemagne a, elle aussi, acheminé la semaine dernière 120 respirateurs. S'ajoutent à cela 400 bouteilles d'oxygène et un million de tests rapides de dépistage, fournis par les États-Unis. D'autres livraisons sont prévues et notamment de composants servant à la fabrication de vaccin, par Washington. En effet, l'Inde est l'un des premiers producteurs de vaccin, mais depuis le 24 mars elle a suspendu l'exportation de ses vaccins AstraZeneca. Une décision temporaire pour gérer la crise actuelle, mais qui ralentit le programme Covax créé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) facilitant l'accès au vaccin à plus de 200 pays. L'Inde s'était engagée à participer à hauteur d'un milliard de doses ; une livraison qui n'a finalement pas pu avoir lieu. En réponse, l'OMS a décidé d'autoriser en urgence le vaccin Moderna à intégrer le programme pour les pays les plus pauvres.



Face à l'augmentation des décès en Inde, des crémations s'organisent à ciel ouvert.

Amélie Beynac

L'enjeu du certificat vert

Les négociations pour le certificat vert numérique ont débuté le 4 mai entre le Parlement européen, les 27 États membres et la Commission européenne. La sécurité des données personnelles est l'une des préoccupations majeures des eurodéputés.



Les débats sur la mise en place d'un passeport vert en Europe vont débuter au Parlement européen. ©AFP

« Le certificat vert numérique concerne une catégorie de données particulières, les données de santé, directement liées aux droits fondamentaux : le respect de la vie privée et le principe d'égalité » explique Manuela Brillat, docteure en droit public, spécialisée dans les droits fondamentaux. L'intérêt de cet outil est de limiter la multiplication des certificats selon les pays, plus ou moins sécurisés, afin de protéger les données personnelles du citoyen européen. Malgré la validation du projet le 29 avril, le Parlement européen a rédigé plusieurs propositions pour renforcer la protection des données personnelles au travers de ce dispositif.

“ L'architecture du dispositif prévoit la protection des données personnelles ”

De son côté, la Commission européenne aborde sereinement les trilogues actuellement en cours. « Nous ne considérons pas qu'il s'agit d'un point bloquant durant les négociations, puisque l'architecture du dispositif pré-

voit la protection des données personnelles » déclare Franck Arrii, attaché de presse à la Commission européenne en France.

Un code QR comme identité

Pour faciliter la libre circulation au sein de l'UE en toute sécurité, l'institution a proposé le 17 mars que le certificat vert inclut un code QR contenant une signature numérique. « Le serveur et le code QR ne garderont pas en mémoire le dossier santé d'un citoyen en possession du certificat » précise Franck Arrii. Le système proposé par la Commission ne repose donc pas sur la transmission ou la création d'une base de données personnelles de ses citoyens. « Nous ne craignons pas le mauvais usage de ces données par un État membre, mais le fait qu'elles soient piratées par un tiers » indique l'attaché de presse. En cas de piratage, l'accès à ces données pourrait être soumis à une commercialisation entre entités non gouvernementales. Pour limiter ce risque, le certificat comportera uniquement l'identité et l'état sanitaire d'un individu.

Léonie Outtier

À l'étranger, en bref

Un journaliste français retenu en otage au Mali

Olivier Dubois, 46 ans, correspondant du *Point Afrique* et de *Libération*, est porté disparu depuis le 8 avril dernier. Il aurait été enlevé à Gao au Mali où il devait interviewer un djihadiste. Il est retenu par un groupe affilié à Al-Qaïda au Maghreb islamique. Dans une vidéo diffusée dans la nuit du 4 au 5 mai sur les réseaux sociaux, le journaliste demande de l'aide auprès du ministère des Affaires étrangères. « Nous confirmons la disparition au Mali d'Olivier Dubois. Nous sommes en contact avec sa famille ainsi qu'avec les autorités maliennes » déclare le Quai d'Orsay.

À Madrid, la droite triomphe à l'occasion des élections régionales

Après le dépouillement de 60% des bulletins, la droite emmenée par Isabel Díaz Ayuso rafle 64 sièges sur 136 au parlement régional en récoltant 43% des suffrages. Le Parti populaire (PP) a doublé son score par rapport à mai 2019, mais manque de cinq sièges la majorité absolue. Une alliance avec le parti d'extrême droite Vox, propriétaire de 13 sièges, semble évidente. Cette défaite marque également la fin de la carrière politique de Pablo Iglesias le leader de Podemos. « Quand on cesse d'être utile, il faut savoir se retirer » a-t-il reconnu.

Biden enterre la théorie

En 1929, le président Roosevelt annonce le «New Deal» qui allait révolutionner l'économie du pays. Presque 100 ans plus tard, Joe Biden est prêt à bousculer les principes économiques américains en faveur de la classe moyenne.



Joe Biden a annoncé de nouvelles mesures économiques lors de son discours au Congrès. ©AFP

C'est le rituel pour chaque président américain. Après 100 jours passés dans le Bureau ovale, le président s'adresse au Congrès au Capitole pour détailler la politique générale qui va donner le cap de son mandat à venir. Et le cap s'annonce social : le 28 avril dernier, le 46^e président des États-Unis a annoncé plusieurs mesures économiques révolutionnaires. Joe Biden a totalement remis en cause la théorie du ruissellement expliquant tout simplement qu'elle ne « *fonctionne pas* ». L'ancien sénateur du Delaware a déclaré vouloir s'attaquer aux entreprises les plus riches qui ne payent pas assez d'impôts, investir massivement dans le secteur public et rehausser les salaires. Des mesures fortes en faveur de la classe pauvre et moyenne américaine qui a énormément souffert depuis le début de la crise sanitaire.

« Il est temps de favoriser la croissance de bas en haut »

Cette transformation économique se matérialise par différents plans de relance. Le dernier en date : l'*American Jobs Plan* de 1 800 milliards de dollars. Auquel s'ajoute celui de 1 900 milliards pour l'emploi et celui de 2 300 milliards pour le plan en faveur des infrastructures publiques. Avec sa nouvelle doctrine surnommée « *Bidenomics* », qui consiste en « *un investissement public à grande échelle financé par les*

plus riches » selon l'économiste américain Paul Krugman, Biden marque une profonde rupture avec la traditionnelle doctrine néo-libérale du pays. Principe réinstauré comme modèle à suivre par Ronald Reagan dans les années 80. Lorsque l'ancien acteur d'Hollywood arrive à la Maison-Blanche, la politique économique américaine prend une autre dimension. Le républicain souhaite refaire des États-Unis, le pays du capitalisme. Il fait le choix de réduire les dépenses du gouvernement, à l'exception des dépenses militaires, de réduire l'impôt sur le revenu, celui des plus-values et de contrôler l'argent fédéral. Une politique considérée, à l'époque, en faveur des Américains les plus aisés.

Un investissement public financé par les riches

40 ans plus tard, Joe Biden fait table rase. Les plus riches vont participer à l'effort et les plus modestes vont être épargnés. Afin de financer ces différents plans de relance, le démocrate souhaite augmenter les impôts. Il a cependant promis qu'il « *n'imposerait aucune augmentation d'impôts aux personnes gagnant moins de 400 000 dollars par an* ». L'argent va donc être récupéré auprès des entreprises et les 1% des plus riches de la première puissance mondiale. À l'instar des firmes mondiales comme Nike ou FedEx qui

du ruissellement

n'ont rien versé en matière d'impôt sur le revenu au niveau fédéral en 2020 selon un rapport de l'Institut de politiques économiques et de taxation. Le 46^e président des États-Unis estime que cette minorité doit payer sa « *juste part* » comme tout citoyen américain. La secrétaire d'État au Trésor, Janet Yellen

souhaite prendre des mesures contre l'optimisation fiscale. Les États-Unis veulent également travailler avec les autres puissances mondiales pour s'entendre sur un taux minimal d'imposition sur les entreprises. Enfin, une revalorisation de salaire aura bien lieu. Joe Biden a proposé un salaire minimum de 15 dollars de l'heure au lieu du minimum fédéral de 7,25 dollars et l'égalité salariale hommes-femmes dans le secteur public. Il a également promis des allocations familiales à hauteur de 3 600 dollars par enfant et la gratuité des universités publiques.

Autre enjeu majeur, la lutte contre le réchauffement climatique. Après être revenu dans les accords de Paris, l'objectif de l'administration Biden est d'atteindre un secteur électrique décarboné d'ici à 2035, une date symbolique importante pour assurer que les États-Unis s'orientent bien vers la neutralité carbone en 2050. Joe Biden est convaincu que cette transition écologique donnera naissance à de nouveaux emplois pour les Américains.

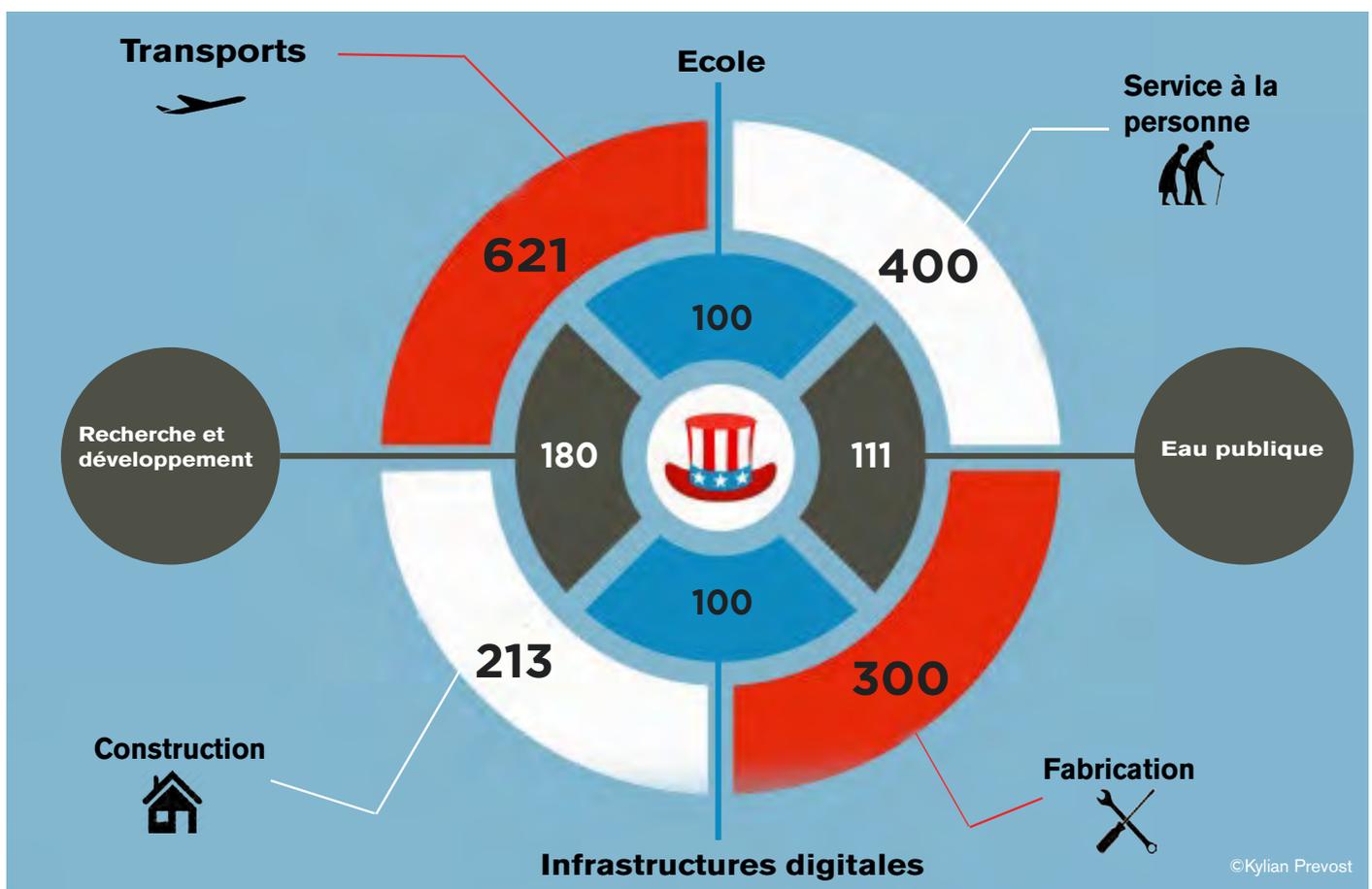


Objectif neutralité carbone d'ici 2050. ©AFP

Raphaël Bazile

« Build Back Better » : le plan d'investissement en chiffres

(en millions de dollars)



©Kylian Prevost

« Intégrer le top 20 mondial »

Le padel connaît un succès renversant en France depuis deux ans. Bastien Blanqué, 25 ans, triple champion de France et 117^e mondial explique les raisons de ce boom et espère voir ce sport, dérivé du tennis, progresser sur le plan professionnel.



Bastien Blanqué : triple champion de France en 2017, 2018 et 2019. ©Christophe Guibbaud

Comment expliquez-vous l'explosion du padel en France ces deux dernières années ?

En 2014, la Fédération française de tennis a repris le padel, permettant plus de visibilité et une bonne communication. Depuis, des structures privées ont vu le jour, offrant des terrains dans toutes les grandes villes de

France. C'est un sport que les gens aiment pratiquer entre potes, c'est convivial, très ludique et surtout accessible. Même sans la technique on peut s'amuser et pour un débutant ce n'est pas trop dur physiquement. Les gens deviennent vite accros.

Pour quelles raisons vous entraînez-vous à Madrid ?

Plus jeune, je me suis rendu compte que, malheureusement, pour progresser j'étais obligé de partir en Espagne. On n'a pas encore les structures et les compétences pour entraîner les jeunes en France. J'ai intégré une académie à Madrid où on s'entraîne à quinze. On est tous classés entre la 20^e et 150^e place mondiale, je progresse, c'est super enrichissant.

Justement, quelles seraient les solutions pour que le padel français progresse ?

Il faut que les structures d'entraînement progressent mais surtout que la fédération aille toucher les jeunes. Et,

dans quelques années, quand on sera plus performants sur ces points, il faudra faire revenir les meilleurs joueurs français exilés en Espagne pour qu'ils s'entraînent sur leurs terres et transmettent leur savoir. Il faut du temps pour faire les choses bien.

En conclusion, quels sont les objectifs sur les prochaines années ?

Voir le sport continuer de se développer partout, plus que dans les grandes villes, aller chercher de nouvelles cibles. Par la suite, voir des joueurs français intégrer le top 20 mondial dans les deux ou trois années à venir. Pour l'instant on tourne autour de la 100^e place mondiale, c'est déjà bien mais je suis convaincu que nous sommes quelques joueurs pouvant prétendre à mieux. Aller titiller les Espagnols et les Argentins c'est vraiment le but et nous sommes motivés.

Pierre Magne

Le rugby à 7 s'invite à Toulouse

Toulouse accueillera une étape de la deuxième édition du In Extenso Supersevens le 21 août prochain. Une première pour la métropole haut-garonnaise.

Lors de la prochaine préparation estivale, le stade Ernest-Wallon va découvrir le tout récent championnat de rugby à 7 de la Ligue nationale de rugby (LNR). Pour cette nouvelle édition, le Supersevens fait peau neuve. Désormais, il y a trois étapes (Aix-en-Provence, Toulouse et La Rochelle) et une phase finale, qui se déroulera à La Défense Arena à Paris.

Comme en 2019, la compétition verra s'affronter les équipes de Top 14 plus une sélection des Barbarians français et une équipe monégasque. Pour Thibault Brugeron, responsable média de la LNR, les enjeux sont multiples : « L'objectif est de donner de la visibilité au rugby à 7 en vue de Paris 2024. Mais on veut aussi montrer à ceux qui ne sont pas fans que le rugby, ce n'est

pas forcément des règles compliquées et du jeu d'avants. On veut proposer un jeu plus attractif. » Pour attirer, il faut aussi des stars. Les équipes sont obligées d'aligner trois joueurs de l'effectif professionnel. Reste à savoir si elles joueront le jeu au moment des matchs de préparation au Top 14.

Clément Cressiot

Toulouse : entrer dans l'histoire

En battant l'Union Bordeaux-Bègles 21 à 9 le 1^{er} mai, le Stade toulousain s'est qualifié pour la finale de la Champions Cup. En cas de victoire, les rouge et noir pourraient faire valoir un palmarès européen inégalé.



Après avoir éliminé Bordeaux, Toulouse file vers la quatrième finale franco-française de son histoire. ©AFP

Pour la septième fois de son histoire, le Stade toulousain va disputer une finale de coupe européenne. Le moment s'annonce historique au vu des enjeux. Onze ans après leur dernier sacre, les Toulousains ont l'occasion d'accrocher une cinquième étoile à leur maillot. Un exploit inédit. Une victoire permettrait au club haut-garonnais de devenir le club européen le plus titré : il est, avec ses quatre titres, pour le moment ex-æquo avec la province irlandaise du Leinster. En face, le Stade rochelais s'avance pour sa toute première finale européenne. Seulement sept ans après être remonté en Top 14. L'expérience penche en faveur du Stade toulousain, les chiffres aussi. Les hommes d'Ugo Mola ont remporté les deux rencontres du championnat face aux Maritimes. De plus, les fi-

nales franco-françaises leur réussissent bien : trois trophées remportés face à des équipes françaises. Ce n'est pas pour autant qu'il faut sous-estimer l'équipe rochelaise. Meilleure défense du Top 14, elle affiche un effectif très complémentaire. Pour se hisser en finale, ils ont dû se défaire du Leinster (32-23), pourtant favori de la compétition. Le Stade toulousain devra compter sur Kolbe, Faumuina et Kaino, pour qui le match est encore plus important. En effet, un sacre européen est la seule chose qui manque au palmarès de ces trois géants du rugby. Le rendez-vous est donc pris pour le 22 mai à Londres. Le stade de Twickenham pourra accueillir 10 000 supporters pour l'occasion.

Clément Cressiot

Stade rochelais : l'espoir d'un premier titre

Voilà enfin une opportunité pour les Maritimes d'inaugurer leur armoire à trophées. Depuis qu'ils ont rejoint le Top14 en 2010, les jaune et noir n'ont cessé de progresser mais sans vraiment convaincre. À leur actif, une seule finale de Challenge Cup perdue contre Clermont en 2017. Oui mais voilà, les Rochelais n'ont jamais été aussi solides que cette année, l'équipe fait partie des ogres du championnat, solidement accrochée à la seconde place... derrière Toulouse. Voyons si les Maritimes feront preuve d'insouciance ou échoueront face à une marche bien trop haute.

Pierre Magne

SPORT EXPRESS

F1: un duel Hamilton / Verstappen se profile

Dans une lutte acharnée avec Max Verstappen, Lewis Hamilton a conservé la tête du championnat de Formule 1 en remportant le Grand Prix du Portugal. Il a désormais huit points d'avance avant le Grand Prix d'Espagne prévu dimanche. Le duo de tête a creusé un petit écart puisque leur premier poursuivant, Lando Norris, est à 24 points de Verstappen.

Challenge Cup : un rayon de soleil pour Montpellier

Un autre club de rugby français va jouer une finale européenne. Le Montpellier Hérault rugby affrontera les Leicester Tigers pour clore la Challenge Cup. Après une saison chaotique en championnat pour une équipe pourtant habituée au haut du tableau, les Montpelliérains pourraient voir le bout du tunnel en s'offrant un nouveau titre européen, après celui remporté en 2016.

L'Angleterre sur le toit de l'Europe

On connaît désormais l'affiche de la finale de la prestigieuse Ligue des Champions. Ce sera un duel 100% anglais. Les Citizens de Manchester disputeront leur première finale dans la compétition. Les hommes de Guardiola ont dominé Paris sans trembler au match retour. Ils seront opposés aux plus expérimentés Blues de Chelsea déjà vainqueurs de la « coupe aux grandes oreilles » en 2012. L'équipe de Thomas Tuchel l'a emporté mercredi soir face au Real Madrid (2-0).



Le peintre Toncé termine une nouvelle oeuvre avec une géométrie précise et des couleurs vives. ©Tanguy Papin.

Toncé, pour l'amour du graff

Toncé explore l'impact graphique de la couleur depuis près de 20 ans. Des murs toulousains aux galeries d'art, retour sur un parcours freiné par la crise sanitaire.

« Peindre, peindre, peindre. À 60 ans, je peindrai encore. » Le mot qui revient, encore et encore. L'élément central de sa vie. À 37 ans, le graffeur Toncé, de son vrai nom Nicolas Moulet, n'est pas rassasié. Son regard doux dissimulé derrière ses petites lunettes inspire confiance. Un beau sourire l'anime lorsqu'il dispose quelques unes de ses oeuvres sur son plan de travail.

Ce Toulousain ne cesse de dessiner, dans son vaste appartement pensé comme un atelier. Les nombreuses toiles disposées dans tous les coins se chevauchent, les pinceaux côtoient les bombes de peinture. Dans un amas de couleurs vives qui incitent à la contemplation, il confie : « Je suis toujours à la recherche d'impact dans mes oeuvres, je veux faire chanter les couleurs ensemble en suscitant une réaction chez le spectateur. » Le graff, il l'a découvert très jeune grâce à son père, presque par hasard. « C'est lui qui m'a emmené à une exposition pour la première fois. J'ai vite compris que je voulais travailler dans cet univers. » Fan de skateboard, Toncé réalise ses premiers graffitis dans la rue alors qu'il n'est pas encore majeur. Il s'exerce, se perfectionne, puis rencontre « les plus grands » qui deviendront ses sources d'inspiration : les graffeurs Reso et Tilt, également toulousains. « J'ai beaucoup appris techniquement grâce à eux. Ils ont beaucoup compté dans ma vision du graff. » Graffeur oui, mais pas street-artiste. Une appellation qu'il considère péjorative aujourd'hui. « Je trouve ce terme trop controversé. Il est davantage associé à du tag qui n'est pas révélateur de l'art du graff. Je préfère dire que je fais du graffiti et de la

peinture sur toile. »

D'autant plus que la vision du graff évolue. Considéré comme un art exclusif il y a des années, il se démocratise aujourd'hui. « Les gens qui achètent nos oeuvres aujourd'hui sont souvent ceux qui étaient fans de graff il y a 15 ou 20 ans. Mais pas seulement : on touche aussi d'autres publics. Lors d'expositions, on croise des personnes âgées de 4 à 80 ans ! »

Le Covid-19 chamboule tout

Graphiste au conseil régional, Toncé ne vit pas encore à temps plein de sa passion. Mais l'artiste met les bouchées doubles pour y arriver. Il encadre ses oeuvres pour les vendre au grand public, organise des visites de son atelier une fois par an. Même si l'arrêt brutal des événements culturels à cause du Covid-19 a fortement ralenti son activité. « Je n'ai pas arrêté de peindre chez moi. Mais le manque à gagner est important. J'ai senti que les gens étaient moins enclins à retourner dans les galeries. » Un obstacle difficile à surmonter, même si les réseaux sociaux ont quelque peu comblé ce manque. Avec des ventes de toiles en ligne, Toncé remonte la pente. Avant des jours meilleurs ? « Pour l'instant, je continue de produire sur toiles. J'organise des visites de mon atelier en septembre. J'espère que cela me donnera plus de visibilité. » Pour un jour peut-être vivre pleinement du graff.

Rémi Surrans